

FORUM OFER BRONCHTEIN, président du Forum international pour la paix

Un printemps israélien

► Comme en Tunisie, en Égypte ou en Espagne, les Israéliens clament leur indignation et se mobilisent pour réclamer un changement des priorités nationales. ► Un vent de changement souffle dans tout le pays, qui atteindra, tôt ou tard, les voisins palestiniens, car c'est du même combat qu'il s'agit, celui d'un avenir meilleur, celui d'un avenir commun.

Après Tunis, Le Caire, Benghazi, Damas et Madrid, les Israéliens sont à leur tour descendus dans la rue, avides de justice sociale, d'égalité, de dignité, d'un plus grand pouvoir d'achat, d'un changement de priorités sociales, économiques et politiques. Ils ont été des centaines de milliers à manifester sur la place Rabin, à Tel-Aviv, mais aussi dans toutes les grandes villes du pays, pour exiger que l'État serve le peuple et non l'inverse. L'écrivain David Grossman l'a bien résumé, affirmant que « l'État a trahi le peuple ». Après la fameuse avenue Rothschild, au cœur de Tel-Aviv, la « révolte des tentes » s'est étendue à Jérusalem, Haïfa, Be'er Sheva et à de très nombreuses autres villes.

Des milliers de parents ont défilé pour exiger les moyens d'élever dignement leurs enfants. Les médecins sont en grève, leur leader a même entamé une grève de la faim, tandis que des centaines d'entre eux ont marché vers Jérusalem. Ces

Israéliens rejettent aujourd'hui un système politique où le pouvoir et l'argent ne font qu'un, où la corruption est devenue monnaie courante - l'ancien premier ministre Ehoud Olmert est en cours de jugement, un ex-ministre de l'économie et un

ex-ministre de la santé ont été emprisonnés, l'ancien président Moshe Katsav a été condamné pour viol... Les Israéliens se réveillent pour dire leur indignation, pour exiger le départ du premier ministre Benjamin Netanyahu, réclamer un chan-

gement des priorités nationales, exiger plus de logements sociaux, une baisse des prix de l'immobilier, un travail mieux rémunéré ou du travail tout court, une baisse des prix généralisée, un plus grand pouvoir d'achat, la gratuité de l'éducation dès la maternelle, un meilleur système de santé, la fin des monopoles et de la mainmise sur l'économie d'une poignée de milliardaires qui contrôlent la presque totalité des richesses du pays. Ce changement de priorité devra

obligatoirement passer par des réductions importantes du budget de la défense, un budget galopant et si bien protégé par le ministre de la défense et son entourage. Les manifestants se demandent pourquoi acheter des dizaines d'avions de guerre à 130 millions d'euros pièce, alors que le coût d'un seul d'entre eux permettrait d'accorder à 60 000 étudiants la gratuité annuelle de leurs études ; celui d'un tank assurerait à 10 000 colégiens la gratuité de leur scolarité ; celui d'un fusil-mitrailleur reviendrait à augmenter de 10 % les revenus d'un jeune couple.

Pour satisfaire leurs revendications, il faudra passer par la « case » paix et cesser d'investir dans les colonies, cesser le versement par l'État de salaires aux colons. Il faudra réduire le budget militaire, gonflé par des dépenses souvent injustifiées et par une culture de la peur que nourrit le pouvoir.

Comme à Tunis, au Caire, à Madrid ou à Damas, les Israéliens s'organisent, se mobilisent et communiquent via les réseaux sociaux. À Tel-Aviv, un nouvel ordre économique, social et certainement politique se construit, qui évoque pour certains l'euphorie de la création de l'État d'Israël ; un vent de changement souffle qui, tôt ou tard, atteindra les voisins palestiniens, car c'est du même combat qu'il s'agit, celui de l'espoir contre la peur, celui de la justice, de la liberté, du développement d'échanges économiques, scientifiques et culturels entres égaux, celui d'un avenir meilleur, celui d'un avenir commun.



Manifestations d'Israéliens à Jérusalem, le 6 août. La population réclame d'urgence des mesures sociales, économiques et politiques, notamment le départ du premier ministre, Benjamin Netanyahu.

Pour satisfaire les revendications, il faudra passer par la « case » paix et cesser d'investir dans les colonies, notamment.

FORUM À l'épreuve des crises (3/3) NATALIE MAROUN-TARAUD, enseignante-chercheuse, analyste des médias
DIDIER HEIDERICH, auteur de « Plan de gestion de crise » (Éd. Dunod)

Pourquoi le public se trompe-t-il sur les crises ?

► C'est le propre des crises que de ne pas être conformes aux prévisions. ► Illustration avec ce troisième scénario catastrophe qui relève pour l'instant de la fiction.

Nous sommes le 13 décembre 2013. Marc, médecin, dépose ses filles Jade et Léa à l'école et se dépêche de gagner son cabinet dans le centre de Nogent-sur-Seine. Sophie, sa femme, journaliste dans la presse régionale, entend profiter de sa journée de repos. La famille ignore qu'à quelques kilomètres de là, le réacteur de la centrale nucléaire vient d'entrer en fusion. La tension est palpable dans la salle de contrôle. Afin de réduire la pression dans l'enceinte de confinement, les ingénieurs sont contraints de rejeter de la vapeur d'eau radioactive dans l'atmosphère.

10 h 11, les sirènes hurlent. Sophie jette un coup d'œil vers la centrale

depuis sa chambre et ne voit rien de suspect : des tours de refroidissement sort l'habituel panache blanc. Exercice ou véritable alerte ? Quelques instants plus tard, un collègue et ami l'appelle : « J'ai les infos de la préfecture... c'est une catastrophe... Sauve-toi d'ici, vite ! » Sur France Bleu, les autorités invitent la population à rester confinée. Dans quelques minutes, le premier ministre va s'exprimer. La menace guette, incolore, inodore, invisible, effrayante. Les images angoissantes de Tchernobyl resurgissent dans la tête de Sophie. Elle imagine le péril et projette sa mort et celle de sa famille, irradiée. C'est à travers le prisme de la terreur et du mythe des fossyeurs de Tchernobyl que la jeune femme perçoit l'accident. La situation la dépasse. Pour elle, face à cette menace invisible, même les pompiers ne peuvent rien. Elle décide de désobéir aux consignes et de fuir le danger avec les siens. Ce choix est dicté par une voix ex-

terne aux autorités : son collègue journaliste, en qui elle a toute confiance. En l'exhortant à fuir, il participe de la communication de crise. Et l'injonction est d'autant plus décisive qu'elle permet de répondre à la terreur par l'action. Elle décroche le téléphone, alerte son mari, puis sa sœur.

Une crise, au-delà de la communication et de sa gestion, est un puzzle inachevé qui esquisse des peurs, des courages et des destins.

À la radio, pour le premier ministre, la situation est sous contrôle, sans danger immédiat. Mais il demande par précaution aux riverains de se calfeutrer. Exaspérée, la journaliste éteint la radio brutalement. La communication de crise a besoin

de l'aval du récepteur et ne peut être unilatérale. Or, dans cette fiction, Sophie est soumise à des injonctions contradictoires. N'est-ce pas ce même homme politique qui a toujours répété que le nucléaire était sûr ? Alors pourquoi donner des consignes, s'il n'y a pas de danger ?

Dans ce contexte, plus un discours généralise et tente de rassurer, plus il risque d'être rejeté. Dans les schémas communicationnels, le récepteur est coauteur des messages de crise. Le smartphone de Sophie n'arrête pas de sonner : alertes, SMS et messages fébriles des réseaux sociaux se bousculent dans une contagion de la peur. Le discours officiel est saturé par le brouhaha. Elle choisit d'écouter les propos qui confortent son choix. Car une population en proie à la terreur n'écoute que la voix que lui dicte l'urgence, celle de la survie. L'événement n'est plus perçu dans son déroulement, il n'est qu'une résurgence d'une mythologie des peurs et des croyances qui

trouve ses sources dans les catastrophes passées.

Sophie court récupérer ses filles à l'école avant que les autorités n'instaurent l'interdiction de circuler. Elle a prévu les pastilles d'iode, les administre à Jade et Léa, trop tôt pour que son geste soit utile. À la maison, Marc, rentré en urgence, essaie de calmer sa famille et les incite à ne pas bouger. Mais lui aussi commence à céder à la panique.

Une crise, au-delà de la communication et de sa gestion, est un puzzle inachevé qui esquisse des peurs, des courages et des destins. Marc se construit alors une dramaturgie des périls qui ébranle sa confiance en les services de l'État. Il veut écouter la radio, mais subitement l'électricité est coupée et les mobiles ne reçoivent plus de signaux. Ces rebondissements sont décisifs : la famille partira dans la direction opposée au vent, emportant le strict nécessaire, bravant les interdictions, fermement décidée à contourner les barrages.